

i.A.22.14.7.3.-CB/BRS

Bern, den 17. Juli 1989

VERTRAULICHInformations hebdomadaires 29/89

<u>Index:</u>	<u>Page</u>
1) Transmission des pouvoirs au nouveau Président argentin	2
2) Réunion des hauts fonctionnaires de l'AELE responsables de l'Uruguay Round à Alta (Norvège) les 9 et 10 juillet	4
3) Réunion annuelle des principaux donateurs de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (Vienne, 11 et 12 juillet 1989)	6
4) ONUDI: cinquième session du Conseil du développe- ment industriel	7
5) Aufhebung der US-Visumspflicht für Schweizerbürger	9



Transmission des pouvoirs au nouveau Président argentin

En représentation du Conseil fédéral, l'Ambassadeur Jean-Pierre Keusch (KJP), Directeur de la DOI, s'est rendu à Buenos Aires, à la tête de la délégation suisse, à l'occasion de la transmission des pouvoirs au nouveau Président de la République argentine Carlos Menem. M. F. Chappuis, Chargé d'affaires a.i., et Mme Gabriela Nützi, faisaient partie de la délégation.

Arrivé la veille de l'investiture, KJP a été reçu par le Ministre des affaires étrangères sortant, Suzana R. Cerutti. Cette dernière, diplomate de carrière, spécialiste du dossier Atlantique sud, devrait réintégrer son poste en qualité de conseiller du nouveau Ministre des affaires étrangères, Domingo Cavallo. KJP lui a fait part des messages de vœux dont il était porteur de la part des autorités britanniques et de leur désir qu'ils soient remis personnellement au nouveau Président et au Ministre des affaires étrangères avant d'être publiés le jour suivant à Londres. Quelques heures plus tard, KJP et Chappuis ont été conviés à dîner avec Cavallo accompagné du nouveau Secrétaire d'Etat Campora. Cavallo s'est déclaré très satisfait du bref message de Londres. Il a souligné le désir de Menem d'améliorer les relations avec Londres, d'accorder priorité à cette question, de rechercher le dialogue et de s'abstenir de tout recours à la force. Il a également mentionné la possibilité de mettre provisoirement le thème de la souveraineté de côté comme base plausible de discussion. A l'issue du dîner, KJP a été reçu par le Président Menem et a pu lui remettre personnellement les messages de vœux tant du Premier Ministre britannique que du Président de la Confédération.

Les cérémonies de transmission du pouvoir se sont déroulées dans une atmosphère relativement chaleureuse mais qui n'avait rien à voir avec l'euphorie qui avait marqué le retour à la démocratie cinq ans plus tôt. Le Président Alfonsín quitte sa place sur un échec économique qui laisse le pays dans une situation catastrophique. Le cocktail qu'a offert le Président sortant a pris rapidement la tournure d'une débandade reflétant bien l'atmosphère de résignation et d'abandon qu'a donné le gouvernement ces derniers mois. Dans la rue, quelques badauds saluent Alfonsín

mais sur des kilomètres les voitures faisaient la queue devant les stations d'essence pour essayer de se procurer quelques litres de carburant dont le prix allait sextupler le lendemain.

Le message de Menem au Parlement a été bien reçu. Direct, réaliste voir agressif sur l'attitude de certains de ses compatriotes, il contraste avec la phraséologie et les développements idéologiques de son prédécesseur. On y retrouve deux thèmes que Cavallo avait soulignés dans les entretiens de la veille: celui de la nécessité d'une réconciliation et d'une unité nationale pour progresser et sortir de "l'échec argentin"; celui de l'effort solidaire pour mettre fin à la crise morale caractérisée notamment par la corruption.

Impatiemment attendu, le plan économique présenté le jour suivant par Miguel Roig (tragiquement décédé le 14 juillet mais remplacé par un homme de même lignée venant de l'industrie privée) imposera une stricte austérité. Il impliquera des sacrifices individuels, un coût social élevé et un affrontement avec les syndicats que Roig pense pouvoir surmonter. Visant à maîtriser l'inflation, relancer la production et les exportations, il se base sur des mesures monétaires (blocage des prix et maxi-dévaluation), fiscales et structurelles (privatisation) d'inspiration libérale qui vont nettement plus loin que le plan Austral précédent. Au cours d'un entretien avec KJP et Matyassy, le Ministre Roig a défendu avec beaucoup de conviction ce plan.

En conclusion, le scepticisme affiché dans les chancelleries occidentales après l'élection du Président Menem débouche maintenant sur une note plus confiante. Le peronisme de Menem est fort éloigné de l'idéologie du caudillo Peron. Le diagnostic du nouveau Président est réaliste. Les remèdes envisagés paraissent appropriés et il s'est entouré d'une équipe compétente et diversifiée politiquement où les orthodoxes peronistes sont une minorité. Ses atouts: la participation d'un large éventail des forces politiques du pays à son programme et la neutralisation momentanée des syndicats. Reste à voir si le peuple argentin se soumettra au traitement de choc et sera prêt à lutter pour la convalescence d'une nation et pas seulement pour rechercher individuellement sa propre voie de salut.

Réunion des hauts fonctionnaires de  
l'AELE responsables de l'Uruguay Round  
à ALTA (Norvège) les 9 et 10 juillet

---

La cinquième réunion de l'AELE consacrée à l'Uruguay round a confirmé l'esprit très constructif qui s'est dégagé de la quatrième réunion que la Suisse avait organisée en avril à Neuchâtel. La négociation de Genève entrant dans une phase plus concrète, l'expérience d'avril (agriculture) ayant démontré par ailleurs une fois de plus la nécessité de forger des coalitions pour faire passer un point de vue dans l'Uruguay Round, la coopération intra-AELE dans la négociation GATT prend de plus en plus forme. Le fait aussi que pour la première fois un représentant de la Commission de la CEE (M. Dugimont en remplacement de M. Paemen) ait participé à une partie de la réunion de l'AELE, a contribué à l'intérêt de cette réunion. La délégation suisse y était composée de l'ambassadeur de Pury et de M. Wasescha, chef du Service GATT. Parmi les conclusions et résultats les plus importants de la réunion, il convient de signaler ce qui suit:

- Lors d'un échange de vues approfondi sur les interdépendances entre l'Uruguay Round, le GATT et la négociation CEE-AELE, les participants ont reconnu que les deux négociations étaient étroitement liées bien que distinctes. Un effort accru sera dorénavant entrepris entre pays de l'AELE-et aussi à Bruxelles-pour favoriser les synergies et la compatibilité entre les deux négociations. Cela vaut tout particulièrement dans les domaines des tarifs, des obstacles non-tarifaires, pour les services, la propriété intellectuelle, les normes et les achats publics.

- La Suisse convoquera prochainement une réunion de l'AELE (niveau négociateurs agricoles) pour approfondir la coopération dans le cadre de la négociation agricole de l'Uruguay Round. La Suède ne s'est pas opposée à cette amorce de rapprochement, voire d'essai de former une coalition.
- Une grande unité de vues a été constatée dans les domaines des tarifs, de la propriété intellectuelle et des services. Les pays de l'AELE et la CEE continueront à se battre pour une formule d'harmonisation tarifaire sur la base d'une nouvelle proposition communautaire qui sera discutée à Genève le 18 juillet.
- Les fonctionnaires des pays membres de l'AELE responsables du GATT (niveau Wasescha) ont été chargés de préparer, sur la base d'un document qui sera soumis par la Suisse, une éventuelle réunion AELE-PVD sur le thème de l'intégration des PVD dans le système.
- L'idée lancée par la Suisse d'une réunion informelle de hauts-fonctionnaires GATT dont le but serait d'amorcer la préparation des documents de base de la négociation, de même que d'aborder le problème de la compatibilité juridique et politique entre les résultats des quinze négociations en cours, a été bien reçue par tous les participants y compris le représentant de la Communauté. Une telle réunion aura lieu en marge de la Session annuelle des Parties Contractantes. Une vingtaine de pays pourraient y être invités. Vous prions de ne pas encore en parler. Il convient d'abord que l'on en parle dans le détail avec le directeur général du GATT qui doit rester le centre de la négociation.
- Plus personne ne met en doute que l'Uruguay Round doit se terminer au plus tard à la fin de 1990, ... ne serait-ce que pour permettre aux Américains de soumettre les résultats au Congrès avant que leur autorité négociatoire n'expire.

reunion annuelle des principaux donateurs de l'office de secours et de travaux des nations unies pour les refugies de palestine dans le proche-orient (unrwa)  
(vienne, 11 et 12 juillet 1989)

apres quelque 40 ans d'existence, l'unrwa continue de jouer un role vital pour les refugies de palestine. facteur de stabilisation sur les plans politique et social au moyen-orient, l'unrwa voit encore son importance augmenter aujourd'hui avec l'intifada. ses activites se deroulent actuellement dans des conditions de plus en plus difficiles. ses besoins s'accroissent egalement sous la pression a la fois des evenements et de la croissance demographique des refugies.

son budget operationnel ordinaire s'eleve a quelque 227,4 millions de dollars pour 1989 (financement: contributions volontaires. prestations suisses: 9 millions de francs l'an). a cela s'ajoutent les situations d'urgence au liban, en cisjordanie et dans la bande de gaza. le commissaire general, giorgio giacomelli, requiert des donateurs qu'ils augmentent a l'avenir leurs contributions volontaires de 5 pour-cent par annee et qu'ils pourvoient au financement de 25 millions de dollars supplementaires au titre des mesures exceptionnelles dans les territoires occupes et le programme de secours d'urgence au liban.

la reunion a permis de souligner l'importance d'effectuer - bilateralement ou de concert avec d'autres pays - des representations aupres du gouvernement israelien d'une part afin d'exiger la reouverture des ecoles de cisjordanie fermees depuis des mois sur ordre des autorites et d'autre part afin d'eviter de graves interferences avec les operations de l'unrwa.

ONUUDI: cinquième session du Conseil du développement industriel

La cinquième session s'est déroulée à Vienne du 27 juin au 6 juillet 1989 en présence des 53 pays membres du Conseil.

Les activités de coopération technique (1784 projets pour 119,8 millions de dollars en 1988) et le volume des projets approuvés (161,4 millions de dollars en 1988) ont atteint des niveaux records. Il devient donc impératif, vu la nécessité de faire davantage avec un budget de croissance réelle zéro, d'augmenter durablement l'efficacité globale de l'Organisation. Cette dernière se présente par ailleurs sous un jour plus favorable après avoir surmonté la crise financière. Sa trésorerie est assurée et des réserves sont disponibles. Cependant, le taux de recouvrement atteignait à peine 37% des contributions au budget ordinaire en juin 1989.

Un esprit de réforme et de renouveau a marqué l'année écoulée. L'ONUUDI va continuer à exécuter son programme de réforme structurelle et d'efficacité accrue.

Der Erhöhung der Transparenz, der Strukturreform sowie der Rationalisierung waren verschiedene der 40 vom Industrieentwicklungsrat verabschiedeten Entscheidungen gewidmet. Ein wirksames Mittel dazu ist die "in depth-evaluation" einzelner Programme der Organisation. Eine von der Schweiz eingebrachte Entscheidung verlangt die Evaluierung des UNIDO Trust Fund Programmes, eines jungen expansiven, aber weitgehend unbekanntes Programmes, in dem die UNIDO u.a. als Treuhänderin die Zusammenarbeit von Unternehmen verschiedener Mitgliedstaaten fördert.

Der Rat verabschiedete auch einen Plan zur Reform des Sekretariates, der vom Generaldirektor auf der Grundlage einer intern durchgeführten Expertise vorgeschlagen wurde. Im Zentrum der Massnahmen steht die Schaffung einer zentralen Planungs- und Koordinationsstelle im Sekretariat. Den von der WEOG vorangetriebenen Reformplänen wurde allerdings von seiten der Entwicklungsländer Widerstand geleistet. Aegypten und Tansania stimmten gegen die Entscheidung und verlangten namentlich, dass die Generalversammlung, die den Plan auf Grund der dort herrschenden Mehrheitsverhältnissen zu Fall bringen kann, definitiv über die Reformvorhaben entscheide.

Schliesslich sollen auch die Arbeitsverfahren des Rates selbst rationalisiert werden. Dies bezwecken die vom Rat verabschiedeten Empfehlungen einer Arbeitsgruppe. Danach soll

- 8 -

die bisher 10 Tage dauernde, einmal jährlich tagende Session auf zwei Sessionen aufgeteilt werden in den Jahren, in der keine Generalversammlung stattfindet. Gegen dieses Vorhaben wehrten sich namentlich Japan und die Schweiz und erreichten, dass die Massnahme erst versuchsweise eingeführt wird.

Unter den substantiellen Entscheidungen sind folgende hervorzuheben:

Der Rat empfiehlt die Durchführung einer zweiten "Industrial Development Decade for Africa (IDDA) und stellte wie schon im letzten Budget einen Sonderbetrag von 8,6 Mio \$ zur Verfügung.

Unter dem Druck der lateinamerikanischen Länder brachte die Gruppe 77 einen teilweise sachfremden, weil nicht dem UNIDO-Mandat entsprechenden Entscheidungsvorschlag zur externen Verschuldung ein. Trotz Vermittlungsversuchen der bundesdeutschen Delegation gelang es nicht, die USA für eine Unterstützung der Entscheidung zu gewinnen. Sie stimmten allein dagegen.

Zur Frage der Industrial Promotion Services (IPS), (in verschiedenen Industriestaaten auch in der Schweiz eingerichtete UNIDO-Stellen zur Förderung von Investitionen in Entwicklungsländern) standen Leitlinien des Generaldirektors zur Debatte, welche die Einrichtung und Aufgaben dieser Stellen regeln sollen. Durch Ratsbeschluss wurde der Generaldirektor aufgefordert, revidierte "Guidelines" an der nächsten Generalkonferenz vorzulegen. Neben der Möglichkeit einer zumindest teilweisen Finanzierung der Büros durch die UNIDO streben einige Entwicklungsländer eine Lösung an, die es ihnen ermöglichen soll, ausschliesslich die Förderung von ausländischen Investitionen im eigenen Lande zu betreiben.

Schliesslich wurde der seit 1985 amtierende philippinische Karrierediplomat Domingo Siazon per Akklamation (kein Gegenkandidat) für eine weitere Amtsperiode von 4 Jahren vorgeschlagen. Die Ernennung bleibt der bevorstehenden dritten Generalkonferenz vorbehalten.

Aufhebung der US-Visumpflicht für Schweizerbürger

Die Berichte in der Schweizer Presse über die Aufhebung der Visumpflicht ab 1. Juli 1989 für schweizerische Touristen und Geschäftsleute, die für maximal 90 Tage in die USA reisen, haben zu Missverständnissen geführt.

Die Aufhebung der Visumpflicht ist nämlich an gewisse Bedingungen geknüpft:

Insbesondere muss der Reisende "travel aboard a participating carrier with a ticket that provides for the onward transportation of the bearer to a point outside North America or to his/her normal place of residence".

Mit "carrier" sind Flug- und Schiffsgesellschaften gemeint, welche am "nonimmigrant visa waiver pilot program" teilnehmen. Unter anderem gehören die meisten grösseren Fluggesellschaften dazu.

Das bedeutet insbesondere, dass auf dem Landweg einreisende Touristen oder Geschäftsleute nach wie vor der Visumpflicht unterliegen.

Allen Vertretungen wird eine Kopie des Rundschreibens der US-Botschaft an die Reisebüros zugestellt werden, welches die Bedingungen der Aufhebung der Visumpflicht detailliert aufführt und insbesondere auch eine Liste der teilnehmenden "carriers" enthält.

JACOBI



Referenzen und Initialen

i.A.22.14.7.3.-CB/BRS

Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ja	Nein

Priorität

<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Norm.	Dring.	Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Text erg.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

F.i.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Absender

Presse et Info
----------------

Seite-Nr.

1
---

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
wochentx					
***					

Informations hebdomadaires rapides no 29/89 du 17.7.89

Negociations de Vienne sur les mesures de confiance et de securité (mdcs)

La deuxième session des mdcs s'est achevée le 14 juillet. Les n+n ont réussi dans leur entreprise de présenter avant la fin de cette session un document présentant leur position commune qui peut être résumée de la manière suivante:

- inclusion comme mdcs de l'information statique sur les forces armées terrestres, aériennes et navales, et échange d'informations sur les déploiements prévus de système d'armes.
- affinement des dispositions du document de Stockholm, plus particulièrement, de nouveaux seuils de notification et d'observation concernant le nombre de chars et de véhicules blindés d'accompagnement ont été introduits.
- légère modification des dispositions contraignantes existantes (limitations aux activités d'envergure à moins que celles-ci ne soient préavisées longtemps à l'avance), et report de l'adoption d'éventuelles mesures de contraintes (limitations impératives aux activités militaires) au-delà des premiers résultats de la négociations sur les forces armées

Date: 17.07.1989

3066



Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja      Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm.    Dring.    Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Text erg.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

F.I.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Absender

--

Seite-Nr.

2

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

conventionnelles (à 23) et de leur mise en oeuvre.

Ce document n'entre pas dans le détail de l'épineuse question de la vérification de l'information statique qui pourrait mener à des inspections et des visites excessives (pour les n+n tout au moins), et insiste à plusieurs reprises sur le fait que de nouvelles mdc's devraient se concentrer avant tout sur les forces armées qui disposent des éléments indispensables aux actions offensives de grande envergure.

Enfin, le document n+n ignore, à dessein, la principale revendication de l'est visant à inclure comme mdc's des dispositions relatives aux activités aériennes et navales indépendantes. Comme on le sait, de telles dispositions seraient incompatibles avec le mandat de Madrid.

Transmission des pouvoirs au nouveau Président argentin

En représentation du Conseil fédéral, l'Ambassadeur Jean-Pierre Keusch (KJP), Directeur de la DOI, s'est rendu à Buenos Aires, à la tête de la délégation suisse, à l'occasion de la transmission des pouvoirs au nouveau Président de la République argentine Carlos Menem (voir détails Informations

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ja	Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Norm.	Dring.	Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Text erg.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

F.I.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Absender

--

Seite-Nr.

3

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

--	--	--	--	--	--

hebdomadaires normales).

////

Copie BRF JAC VOG

NNNN

Interne Verteilerliste + dipl Vertretungen

Betrifft: **IH 29/89 + DP 29/89**

Departementsvorsteher		BRF
Dipl. Sekretär	Hr. Combernous	CD
pers. Mitarbeiterin	Frau Hanselmann	HMG
Generalsekretariat	Hr. Schaller	SRU
Politischer Direktor, Staatssekretär	Hr. Jacobi	JAC
Sekretariat Staatssekretär	Hr. Kupfer	KU
Protokoll	Botschafter Dayer	DD
Politisches Sekretariat	Botschafter Ducrey	DY
Politischer Dokumentationsdienst, Kanzlei pol. Sekretariat		W 338
KSZE-Dienst	Botschafter Schenk	SBL
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Lautenberg Hr. Fivat	LA FIV
Pol. Abteilung I	Botschafter Staehelin Hr. Pedotti Hr. Pardo	SIN PGF PR
Dienst Frankophonie	Hr. De Dardel	DJ
Europarat	Hr. Richard	RA
Pol. Abteilung II	Botschafter Ruegg Frau Favre	RUE FE
Sektion f. kons. Schutz	Hr. Robert	RO
Auslandschweizersekretariat	Minister Fetscherin	FN
Koordinator Internationale Flüchtlingspolitik	Botschafter Weiersmüller	WER
Fremde Interessen	Hr. Ghisler	GH
Direktion f. int. Organisationen	Botschafter Keusch Minister Erard Minister Gyger	KJP ER GWB
Sektion Vereinte Nationen und intern. Organisationen	Hr. Hofer	HER
Berater für europäische Weltraumzusammenarbeit	Hr. Creola	CRE
Sektion intern. wissenschaftliche Angelegenheiten	Hr. Hofmann	HOF

Sektion für intern. Umweltangelegenheiten	Hr. Schmid	SCW
Sektion f. kulturelle und UNESCO- Angelegenheiten	Hr. Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Hr. Theurillat	TB
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Godet	KT STR GT
Sektion Völkerrecht	Hr. Spinner	SPI
Sektion Entschädigungsabkommen	Hr. Bühler	BC
Sektion Staatsverträge	Hr. Rubin	RC
Sektion Landesgrenze- und Nachbarrecht	Hr. Dubois	DS
Sektion Verkehr Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger Stellvertr. Direktor Haenggi	HG
DVA	Botschafter Manz Frau Krieg	MA KRI
Sicherheitsbeauftragter	Hr. Iten	IT
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals	Hr. von Graffenried	GRP
Personalsektion	Hr. Brogini/Hr. Reich	BRO/RE
Sektion Buchhaltung und Informatik	Hr. Savoye	SAV
D. f. verw. rechtl. Angelegenheiten	Hr. Doswald	DW
Sektion Bezüge und Zulagen Verwaltungsinspektorat	Hr. Trinkler Hr. Castelli	TK CS
Kuriersektion	Hr. Schweizer	SRJ
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
Stellvertr. Direktor	Hr. Wilhelm	WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland	Hr. Rädersond	RAE
Vizedirektor	Hr. Giovannini Hr. Dannecker	GI/ DAN
Informationsdienst	Hr. Beti	BEI
Multilaterale Angelegenheiten	Hr. Pasquier	PA
Sektion human. Nahrungsmittelhilfe	Frau Schelling R.	SGR
Forschung und Politik	Hr. Melzer	MEL
Integrationsbüro EDA/EVD	Botschafter Kellenberger	Ke
CH-91	Botschafter Vallon	VAL
Zentralstelle Gute Dienste	Hr. Bill	BH

+ Vertrauliche Umschläge:

- Hr. Lorétan, Bundeshaus-West, W 134
- Seeschiffahrtsamt, Basel
- Botschafter Raymond Probst, Brunnaderstr. 76, Bern  
(durch Chauffeur zugestellt)

Per Kurier an die diplomatischen Vertretungen in:

Abidjan		Panama
Abu Dhabi		<u>Panmunjom</u>
Addis Abeba	Hamburg	Paris (3)
Akkra	Hanoi	Prag
Alger	Harare	Pretoria
Amman	Havanna	Quito
Amsterdam	Helsinki	Rabat
Ankara	Hong Kong	Rio de Janeiro
Antananarive	Houston	Rom
<u>Asuncion</u>	Islamabad	San Francisco
Athen	Istanbul	San José
Atlanta	Jakarta	Santiago de Chile
Bagdad	Johannesburg	Sao Paulo
Bangkok	Kairo	Singapur
Barcelona	Karachi	Sofia
Beijing	<u>Khartoum</u>	Stockholm
<u>Beirut</u> NIKOSIA	Kigali	Strassburg+Europarat
Belgrad	Kinshasa	Stuttgart
Berlin/BRD	Kopenhagen	Seoul
Berlin/DDR	Kuala Lumpur	Sydney
Bogota	Kuwait	Teheran + Fremde Interessen
Bombay	Lagos	Tel-Aviv
Bonn	La Paz	Tokio
Bordeaux	Lima	Toronto
Brasilia	Lissabon	Tripolis
Brüssel+Mission	London	Tunis
Budapest	Los Angeles	Vancouver
Buenos Aires	<u>Luanda</u>	Warschau
Bukarest	Luxembourg	Washington
Canberra	Lyon	Wellington
Caracas	Madrid	Wien
Chicago	Mailand	Yaoundé
Colombo	Manchester	Zagreb
<u>Conakry</u>	Manila	Riad
Dakar	<u>Maputo</u>	+ Mission permanente de la Suisse auprès des O.I., Wien
Damaskus	Marseille	
Dar es Salaam	Melbourne	
Den Haag	Mexiko	
Dhaka	Montreal	
Djeddah	Monrovia	
Dublin	Montevideo	
Düsseldorf	Moskau	
Frankfurt a/Main	München	
Genua	Nairobi	
Guatemala	New Delhi	
	New York, UNO+GK	
	Osaka	
	Oslo	
	Ottawa	

Diverse:

- Genf, OI
- R. Mantelli, BAWI
- Divisionär Petitpierre, EMD
- R. Probst, BE (ehem. Staatssekretär)
- interne Verteilerliste
- IH+DP